

*Selon les chiffres de l'Insee, pour bien gagner sa vie,
il vaut mieux être un homme, parisien, indépendant.
Mais le diable se cache dans les moyennes*

Par SOPHIE FAY et PASCAL RICÉ

Qui sont les perdants, qui sont les gagnants?

Entre Roxanne, 27 ans, assistante sociale qui gagne 1370 euros par mois, et Thomas, 38 ans, chef d'entreprise à 6500 euros, tous deux cités dans notre enquête, quel point commun? Ils adorent leur boulot, l'ont choisi, sont convaincus d'être utiles à la société et de ne pas être... assez payés!

Comme eux, dans l'ensemble, les Français aiment leur travail. Interrogées par la CFDT à l'occasion d'une formidable enquête menée en mars 2016 (« Parlons Travail »), trois personnes sur quatre l'affirment. La majorité d'entre elles sont même « fières » de ce qu'elles font. Deux sur trois jugent que leur activité professionnelle s'accorde bien avec leur vie sociale ou familiale. Mais un nuage obscurcit ce bonheur : les deux tiers trouvent « insuffisante » leur rémunération et autant jugent excessifs les écarts de salaire dans leur entreprise.

Depuis une vingtaine d'années, pourtant, la hiérarchie des rémunérations n'a guère varié. Dans le secteur public, elle s'est même tassée. Dans le secteur privé, « il n'y a pas eu d'explosion des inégalités salariales en France », constate Louis Maurin, qui dirige l'Observatoire des inégalités. Le smic, explique-t-il, a joué un grand rôle pour amortir les chocs au bas de l'échelle. « On constate simplement que la part des 1% les mieux payés a progressé à partir du milieu des années 1990 : ils capturaient 7% de la masse salariale à la fin des années 1990, et cette part est montée à 7,9% en

2007. » Des chiffres, précise-t-il toutefois, à considérer avec prudence : ils ne prennent pas forcément en compte certaines primes, les attributions d'actions gratuites, la protection sociale, les avantages en nature... Mais ce qui est clair, c'est qu'en France, l'augmentation des inégalités vient plus des revenus du patrimoine que de ceux du travail.

Dans la France de 2018, qui sont les gagnants et les perdants en termes de rémunérations? Si l'on s'en tient aux moyennes de l'Insee, pour bien gagner sa vie, il vaut mieux être un homme, parisien, indépendant. Mais la réalité est évidemment plus complexe.

HOMME OU FEMME ?

Merci Mai-68! C'est à partir des années 1970 que les salaires des femmes ont commencé à rattraper celui des hommes. Enfin, rattraper... on n'y est pas encore. L'évolution est lente, très lente. Dans le « Rapport sur les inégalités mondiales 2018 », l'équipe de Thomas Piketty s'est amusée à faire le calcul : en France, on ne compte qu'environ 30% de femmes parmi les 10% des plus hauts salaires; cette part progresse, certes, mais à un rythme tel que les femmes ne doivent pas s'attendre à parvenir à la parité avant... 2102.

Le plafond de verre se fissure, mais il prend du temps à voler en éclats. Le modèle de la femme qui travaille s'est imposé, et l'enseignement supérieur accueille depuis 1980 plus d'étudiantes que d'étudiants. ➤

➔ « Mais reste un nœud central : la parentalité. Qui s'occupe des gosses ? » rappelle Dominique Meurs, chercheuse à l'Ined. Les carrières des femmes sont souvent freinées par les congés maternité ou les temps partiels qu'elles prennent pour s'occuper de leurs enfants. Vivement le congé paternité, qui encouragerait un meilleur partage de la charge mentale !

Le salaire net moyen s'élève, selon les chiffres de l'Insee 2014, à 1950 euros par mois pour les hommes et 1485 euros pour les femmes, soit 24% de moins pour ces dernières (en 2000 l'écart était de 28%). La part la plus importante des temps partiels chez les femmes n'explique pas tout. En « équivalents temps plein », la différence est encore de 17% (voir le graphique p. 38). Il y a bien sûr plus d'hommes dans les fonctions hiérarchiques, mais même en comparant les salaires des hommes et des femmes ayant les mêmes fonctions, le même âge, dans les mêmes secteurs d'activité, il reste encore un écart de 9%... C'est chez les cadres que le fossé est le plus large, « ce qui peut refléter des marges individuelles de négociations salariales plus importantes dont les hommes profiteraient davantage », commente froidement l'Insee.

Les politiques s'empareront-ils du sujet ? « Notre ambition est de supprimer cette différence de 9% pour toutes les femmes pendant le quinquennat », promet le ministre du Travail Muriel Pénicaud. Ses outils ? La transparence, le dialogue social et la mise en avant des entreprises vertueuses... Pas sûr que cela suffise.

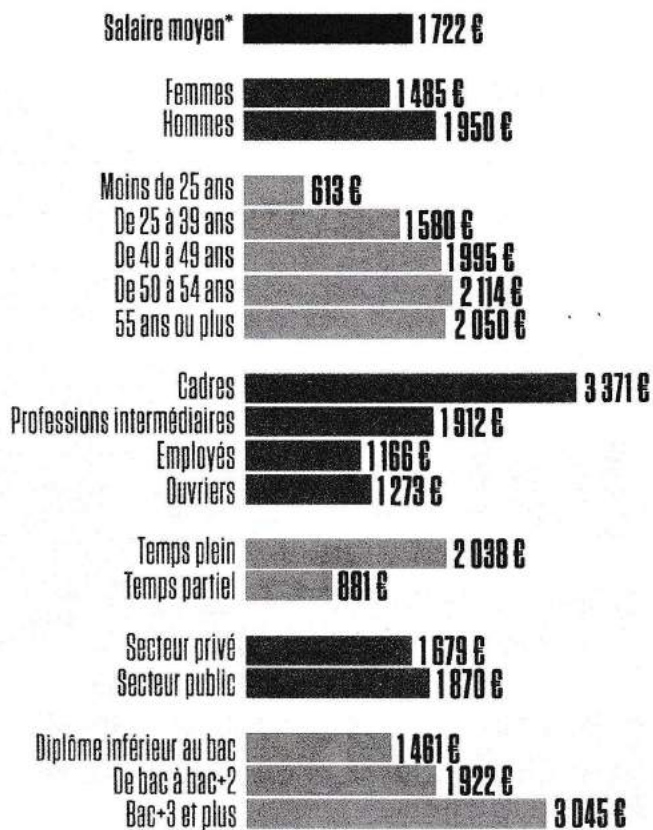
PUBLIC OU PRIVÉ ?

Combien de fois entend-on cette remarque ? « Dans le secteur public, on est moins bien payé, mais au moins, on a la sécurité de l'emploi. » Moins bien payé ? On y gagne pourtant en moyenne mieux sa vie que dans le secteur privé : 1870 euros contre 1679 euros par mois (chiffres de 2014). Certes on compare des choux et des carottes (sans vouloir vexer personne), puisque la proportion de diplômés (cadres, professeurs, médecins...) est plus grande parmi les 5 millions de fonctionnaires.

A droite, on insistera sur la différence de temps de travail dans le public, inférieure de 10%... A gauche, on

LES SALAIRES NETS EN FRANCE

En 2014, par mois



(* Le salaire moyen est la moyenne de l'ensemble des salaires de la population considérée.

SOURCE : INSEE

répliquera en soulignant que cette différence s'explique par des horaires atypiques plus fréquents dans les services publics (travail de nuit, dimanche, astreintes...). Le débat, infini, ne permet pas de trancher sur de quelconques privilèges d'un côté ou de l'autre. Seule certitude : les hiérarchies salariales sont plus resserrées dans le public, et le privé est plus lucratif dans les postes les plus élevés. « Du point de vue des rémunérations, il vaut mieux être employé ou ouvrier dans le public et cadre dans le privé », résume François Ecalle, ex-magistrat de la Cour des Comptes, fondateur du site sur les finances publiques Fipeco.

Austérité budgétaire oblige, l'évolution récente des rémunérations a favorisé les salaires du privé. Entre 2009 et 2015 le salaire moyen (hors inflation) a reculé de 1% dans la fonction publique, alors qu'il a progressé, malgré la crise, de 1,6% dans le secteur privé.

Autre grande divergence, l'évolution des inégalités : depuis vingt ans, la hiérarchie des rémunérations des fonctionnaires est restée stable, alors que, dans le privé, elle

s'est déformée au profit du sommet, les 1% les mieux payés.

PETITE OU GRANDE ENTREPRISE ?

Il n'y a pas photo. Financièrement, mieux vaut travailler pour un grand groupe que pour une PME. Les données de l'Insee sont très claires : pour un temps plein, le salaire net moyen dans une entreprise de moins de 10 salariés est de 1833 euros par mois alors qu'il grimpe à 2495 euros, soit 36% de plus, dans une société de plus de 500 salariés, et même à 2650 euros (45% de plus) dans un groupe de plus de 5000 personnes. Un ouvrier d'une très petite entreprise gagne en moyenne 1550 euros, un cadre 3430 euros. Leurs homologues dans un très grand groupe touchent chaque mois, respectivement, 330 euros et 830 euros de plus.

Le grand écart ne s'arrête pas là. « Plus la taille de l'entreprise est importante et plus la proportion de salariés concernés par les primes et compléments de salaire ou par l'épargne salariale est élevée », relève la Dares, le service de statistiques du ministère du Travail (15% du salaire dans les entreprises de plus de 500 sala- ➔

“IL VAUT MIEUX ÊTRE EMPLOYÉ OU OUVRIER DANS LE PUBLIC ET CADRE DANS LE PRIVÉ.”

FRANÇOIS ECALLE,
EX-MAGISTRAT À LA
COUR DES COMPTES